



Conseil économique et social

Distr. générale
23 août 2010
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels

Sixième réunion

La Haye, 8-10 novembre 2010

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Rapport du Bureau sur les activités menées au titre de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels depuis la cinquième réunion de la Conférence des Parties

Activités du Bureau depuis la cinquième réunion de la Conférence des Parties

Rapport du Président du Bureau

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction.....	1–2	2
I. Présentation de rapports au titre de la Convention.....	3–7	2
II. Programme d'aide.....	8–22	3
A. Phase préparatoire	8–16	3
B. Phase d'exécution.....	17–22	4
III. Système de notification des accidents industriels de la Commission économique pour l'Europe.....	23–27	6
IV. Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels.....	28–34	6
V. Protocole sur la responsabilité civile et l'indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels sur les eaux transfrontières	35–38	7
VI. Stratégie à long terme pour la Convention.....	39–42	8
VII. Séminaire sur l'aménagement du territoire et la sécurité industrielle	43–45	8
VIII. Financement.....	46–47	9
IX. Questions diverses	48–49	9

Introduction

1. Le présent rapport résume les activités du Bureau de la Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels visant à s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées à la cinquième réunion de la Conférence des Parties, tenue à Genève du 25 au 27 novembre 2008 (ECE/CP.TEIA/19, par. 78 n)). Il contient notamment les conclusions des trois réunions du Bureau et du Groupe de travail de l'application, tenues à La Haye (Pays-Bas) les 26 et 27 janvier 2010, à Genève (Suisse) les 13 et 14 juillet 2009, et à Bratislava les 27 et 28 janvier 2010, ainsi que de la réunion du Bureau qui s'est tenue à Harstad (Norvège) les 14 et 15 juin 2010.

2. Les membres ci-après du Bureau ont pris part aux quatre réunions: M. Chris Dijkens (Pays-Bas), Président; M. Cristiano Piacente (Italie) et M. Bernard Gay (Suisse), Vice-Présidents; M^{me} Irma Gurguliani (Géorgie); M. Gerhard Winkelmann-Oei (Allemagne); M. Altynbek Yegizbayev (Kazakhstan); et M^{me} Suzana Milutinovic (Serbie). M^{me} Jasmina Karba (Slovénie) et M. Tobias Biermann (Commission européenne) ont participé à toutes les réunions, excepté celle de Genève. M. Loïc Malgorn (France)¹ a participé aux réunions de Bratislava et de Harstad. Le secrétariat de la Convention a assuré le service des quatre réunions.

I. Présentation de rapports au titre de la Convention

3. À la cinquième réunion de la Conférence des Parties, les Parties ont décidé que la procédure de présentation de rapports sur l'application de la Convention devrait être évaluée et éventuellement modifiée avant le cinquième cycle de présentation des rapports qui devait commencer durant le second semestre de 2009. Ils ont donc demandé au Groupe de travail de l'application de procéder à l'évaluation appropriée de la procédure et de proposer des modifications à y apporter, afin notamment que les rapports mettent davantage l'accent sur les progrès réalisés entre les cycles de présentation. Le Bureau a été invité à se prononcer sur les modifications proposées par le Groupe de travail de l'application.

4. Lors de la réunion de La Haye le Bureau, conjointement avec le Groupe de travail de l'application, a mis en place une équipe spéciale chargée d'évaluer la procédure de présentation des rapports et de proposer des modifications. Cette équipe spéciale était composée des membres ci-après du Groupe de travail de l'application: M. Gunnar Hem (Norvège), Président du Groupe de travail, M^{me} Sandra Ashcroft (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et M. Francisc Senzaconi (Roumanie) ainsi que de M. Bernard Gay, Vice-Président du Bureau et ancien Président du Groupe de travail de l'application.

5. L'évaluation effectuée par l'équipe spéciale a conduit à modifier le cadre de présentation des rapports. L'équipe spéciale a également élaboré des lignes directrices afin de rendre plus claires les questions figurant dans le cadre de présentation des rapports et la nature des réponses attendues.

6. Le Bureau s'est félicité de la modification du cadre de présentation et des lignes directrices lors de sa réunion de Genève et les a approuvées en vue de leur utilisation lors du cinquième cycle de présentation des rapports.

¹ M. Loïc Malgorn remplaçait M^{me} Cathy Bieth suite au changement de fonctions de cette dernière au sein du Gouvernement français.

7. À la réunion de Harstad, lors de l'examen du projet de rapport sur l'application, le Bureau a décidé de ne pas recommander à la sixième réunion de la Conférence des Parties de procéder à d'autres modifications du cadre de présentation des rapports pour le sixième cycle de rapports, mais de lui recommander d'inviter le Groupe de travail de l'application à examiner les lignes directrices avant le sixième cycle de rapports et à les modifier au besoin pour les rendre plus claires. En outre, afin de réduire la charge pesant sur les Parties et d'autres pays de la Commission économique pour l'Europe ayant fourni des rapports complets lors du cinquième cycle, il a été proposé que, lors du sixième cycle, ceux-ci ne devraient indiquer dans leur rapport que les progrès réalisés et, pour les autres questions, fournir des mises à jour si nécessaire.

II. Programme d'aide

A. Phase préparatoire

8. Le Bureau et le Groupe de travail de l'application ont été invités par la Conférence des Parties, à sa cinquième réunion, d'aider au besoin les pays participant au Programme d'aide à mettre en œuvre les tâches de base requises au titre de la Convention et, si nécessaire, d'organiser des missions de sensibilisation.

Achèvement de la mise en œuvre des tâches de base

9. Le Bureau et le Groupe de travail de l'application, prenant acte du manque de progrès accomplis dans la mise en œuvre des tâches de base au titre de la Convention par l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan ont décidé à la réunion de Genève de se rendre dans ces trois pays dans le but de raviver leur engagement à travailler dans le cadre du Programme d'aide et de les encourager à achever la mise en œuvre des tâches de base.

10. Les 18 et 19 janvier 2010, M. Dijkens, M. Gay et M. Viktor Novikov de Zoï-Environment Network, organisation internationale à but non lucratif coopérant avec le secrétariat de la Convention, se sont rendus en Ouzbékistan et ont rencontré des représentants du Ministère des situations d'urgence. Lors de cette mission, l'Ouzbékistan a exprimé son engagement à renforcer de l'application de la Convention et a montré qu'il avait accompli les tâches de base. L'Ouzbékistan a également confirmé son intérêt pour le Programme d'aide et la mise en œuvre des tâches de base par sa lettre du 16 février 2010. Le Bureau a ensuite invité l'Ouzbékistan à prendre part à la phase d'exécution du Programme d'aide.

11. M. Dijkens, M. Massimo Cozzone (Italie), membre du Groupe de travail de l'application, M. Novikov et des membres du secrétariat se sont rendus au Tadjikistan le 16 février 2010. Ils ont constaté que le pays avait accompli les tâches de base et que les représentants du Comité des situations d'urgence étaient très intéressés de participer à la phase d'exécution du Programme d'aide. Durant cette mission, le Tadjikistan a été invité à adresser au secrétariat une lettre confirmant la mise en œuvre des tâches de base. Cette lettre n'avait toujours pas été reçue au moment de la soumission du présent rapport, mais le Ministère des situations d'urgence a fait savoir au Bureau qu'il tenait une consultation avec le Ministère des affaires étrangères, suite à laquelle elle serait effectivement envoyée.

12. M. Dijkens, M. Yegizbayev, M. Cozzone, M. Novikov et des membres du secrétariat se sont rendus au Kirghizistan le 18 février 2010. Bien que les représentants du pays aient exprimé un intérêt général pour le Programme d'aide, ils n'ont pas démontré que les tâches de base avaient été effectuées. Le Kirghizistan a été prié de faire état de ce retard dans son rapport sur l'application adressé au secrétariat; toutefois, en raison de l'instabilité politique dans le pays, on ne savait pas quand ce rapport serait envoyé.

Missions de sensibilisation en Albanie et en Bosnie-Herzégovine

13. À la demande de l'Albanie et de la Bosnie-Herzégovine, le Bureau et le Groupe de travail de l'application ont décidé lors de la réunion de La Haye d'organiser une mission de sensibilisation dans ces deux pays et de leur fournir les indications nécessaires pour l'exécution des tâches de base au titre de la Convention. M^{me} Karba était la chef d'équipe de ces deux missions.

14. La mission de sensibilisation en Albanie a eu lieu les 21 et 22 mai 2009. Suite à cette mission, le pays a soumis un rapport décrivant les lacunes dans sa mise en œuvre des tâches de base et un plan d'action précisant les mesures à prendre pour y remédier. Le Bureau, appuyé par le Groupe de travail de l'application, s'est félicité de l'établissement de ces deux documents et des efforts déployés par l'Albanie pour renforcer l'application de la Convention, et il a décidé d'inviter l'Albanie à prendre part à la phase d'exécution du Programme d'aide.

15. La mission de sensibilisation en Bosnie-Herzégovine a eu lieu les 22 et 23 septembre 2009. Durant cette mission, les représentants du pays ont convenu d'établir un rapport d'évaluation concernant l'application de la Convention. En outre, un plan d'action sur l'exécution des tâches de base devait être élaboré et soumis au secrétariat, en même temps que le rapport, avant la fin de 2009. Malheureusement, la Bosnie-Herzégovine n'avait pas été en mesure d'établir ces documents et il était peu probable qu'ils seraient prêts dans un avenir proche, car le service chargé des accords environnementaux au sein du Ministère du commerce extérieur et des relations économiques avait eu des difficultés à coordonner les apports des différentes entités concernées.

16. Le Bureau continuera à suivre l'évolution de la situation en Asie centrale et dans les pays d'Europe du Sud-Est et fournira des indications complémentaires selon les besoins.

B. Phase d'exécution**Activités en matière de renforcement des capacités**

17. Le Bureau et le Groupe de travail de l'application, conformément au mandat établi par la Conférence des Parties à sa cinquième réunion, ont approuvé la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités ci-après en 2009 et 2010:

a) Une session de formation aux approches intégrées à l'égard de la prévention des risques majeurs, tenue à Prague du 11 au 13 février 2009;

b) Un projet destiné à la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie relatif à la gestion commune des situations d'urgence transfrontières concernant les déversements de substances dangereuses dans le Danube, qui a été mis en œuvre du 17 mars au 18 novembre 2009;

c) Un projet sur l'évaluation des rapports de sécurité destiné à la Croatie, à l'ex-République yougoslave de Macédoine et à la Serbie, qui a été mis en œuvre du 16 novembre 2009 au 31 mai 2010;

d) Une session nationale de formation à l'identification des activités dangereuses destinée à la République de Moldova, tenue à Chisinau, les 9 et 10 mars 2010;

e) Une session nationale de formation à l'identification des activités dangereuses destinée à l'ex-République yougoslave de Macédoine, tenue à Skopje les 23 et 24 mars 2010;

- f) Une session nationale de formation à l'identification des activités dangereuses destinée à l'Azerbaïdjan, prévue en octobre 2010;
- g) Un projet sur le renforcement du cadre juridique destiné à la Géorgie, qui devait débiter au second semestre de 2010;
- h) Un projet visant à améliorer l'inspection sur site en Croatie, en ex-République yougoslave de Macédoine et en Serbie, qui devait débiter en octobre 2010;
- i) Un projet destiné à la République de Moldavie, à l'Ukraine et à la Roumanie relatif à la gestion des dangers et des crises dans la région du delta du Danube, qui était prévu pour débiter en janvier 2011.

(Les résultats des activités énumérées aux alinéas *a* à *e* sont présentés dans le Rapport d'activité sur le Programme d'aide (ECE/CP.TEIA/2010/5)).

18. Le Bureau et le Groupe de travail de l'application ont également décidé d'organiser un atelier en vue d'aider les pays participant au Programme à utiliser les indicateurs et les critères, si ces derniers étaient adoptés par la Conférence des Parties à sa sixième réunion (voir ci-dessous). L'atelier était prévu pour le premier trimestre de 2011.

Indicateurs et critères

19. La Conférence des Parties, à sa cinquième réunion, a demandé au Bureau et au Groupe de travail de l'application d'aider les pays participant au Programme à appliquer le mécanisme cyclique de l'approche stratégique en élaborant un formulaire pour la collecte de données dans le cadre du mécanisme cyclique, et des indicateurs et critères de performance en vue de l'auto-évaluation des progrès réalisés dans l'application de la Convention.

20. Au cours de leur réunion à La Haye, le Bureau et le Groupe de travail de l'application ont créé une équipe spéciale chargée d'élaborer le formulaire et les indicateurs et critères. Il a été convenu que les indicateurs et critères couvriraient de façon détaillée chacun des six domaines d'activité décrits dans l'approche stratégique. Les membres de l'équipe spéciale étaient M^{me} Karba (Présidente), M^{me} Gurguliani et M^{me} Svetlana Stirbu (République de Moldova), membre du Groupe de travail de l'application; MM. Giorgio Matiello (Italie) et Peter Westerbeek (Pays-Bas) ont également pris part aux travaux de l'équipe spéciale, sans en être toutefois membres, au nom du Bureau et du Groupe de travail de l'application.

21. Lors de leurs réunions de Genève et Bratislava, le Bureau et le Groupe de travail de l'application ont examiné les progrès réalisés par l'équipe spéciale et ont fourni des indications complémentaires concernant leurs travaux. À la réunion de Harstad, le Bureau a décidé que les ensembles d'indicateurs et de critères, accompagnés d'un document explicatif sur leur application, seraient soumis pour adoption à la Conférence des Parties à sa sixième réunion. (Le document intitulé «Repères pour l'application de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels» est publié sous la cote ECE/CP.TEIA/2010/6.)

22. Après adoption du formulaire ainsi que des indicateurs et critères, les pays participants devraient commencer à les utiliser, notamment pour analyser leurs besoins en matière d'assistance.

III. Système de notification des accidents industriels de la Commission économique pour l'Europe

23. La Conférence des Parties, à sa cinquième réunion, a prié les points de contact d'analyser les résultats des essais du système de notification des accidents industriels de la CEE et d'en débattre à leur prochaine consultation. Elle les a également invités à procéder à une évaluation de la compatibilité du Système de notification des accidents industriels de la CEE et du Système commun de communications et d'information d'urgence (CECIS) de l'Union européenne et à formuler des recommandations à cet égard.

24. Lors de la réunion de La Haye, le Bureau a demandé d'établir une équipe spéciale de représentants des points de contact chargée: i) de veiller à l'organisation d'un certain nombre d'analyses en 2009; ii) de recueillir les résultats des analyses et d'en faire une évaluation préliminaire en vue de la quatrième consultation des points de contact; iii) d'organiser la quatrième consultation des points de contact; et iv) de procéder à une évaluation de la compatibilité du Système de notification des accidents industriels de la CEE et du système CECIS et de formuler des recommandations à cet égard pour examen par le Bureau. Des représentants des points de contact d'Autriche, de Croatie, de France, d'Italie, des Pays-Bas, de Roumanie et de Suisse se sont joints à l'équipe spéciale.

25. Lors des réunions de Genève et de Bratislava, le Bureau a examiné l'état d'avancement des travaux menés par l'équipe spéciale. À la réunion de Harstad, le Bureau a examiné les conclusions et les recommandations de la quatrième consultation des points de contact, figurant dans le document ECE/CP.TEIA/2010/7.

26. En particulier, le Bureau a examiné la recommandation découlant des débats concernant la comparaison entre le Système de la CEE et le système CECIS, qui propose de mener un processus de normalisation des systèmes de notification des situations d'alerte chimique. Le Bureau a confirmé que la Convention n'était pas le cadre approprié pour mener à bien un tel processus et que celui-ci devrait être dirigé par l'une des organisations utilisant les systèmes de notification les plus fréquemment utilisés. Le Bureau a décidé qu'il ne recommanderait pas à la Conférence des Parties à sa sixième réunion de prendre des mesures pour élaborer la norme. Toutefois, si une autre organisation ou un pays souhaitait prendre l'initiative de ce processus, le Bureau recommanderait aux points de contact au titre de la Convention d'y contribuer selon leurs capacités.

27. Le Bureau a appuyé la recommandation tendant à poursuivre les tests de communication et les analyses dans le cadre du Système de notification des accidents, mais pas les tests et analyses en vraie grandeur, afin d'examiner le fonctionnement de la fourniture et de la demande d'assistance mutuelle. Le Bureau conseillera à la Conférence des Parties à sa sixième réunion d'inviter les points de contact à poursuivre les tests et analyses de base dans le cadre du Système de notification des accidents.

IV. Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels

28. Lors de la cinquième réunion de la Conférence des Parties, le Bureau a été chargé d'élaborer et d'appliquer, en coopération avec le Bureau de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'eau), une stratégie visant à améliorer le fonctionnement du Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels, notamment par le biais d'un mécanisme de direction assuré par les deux Bureaux.

29. Le Bureau a proposé au Bureau de la Convention sur l'eau d'établir une équipe spéciale mixte chargée d'élaborer une telle stratégie et a chargé MM. Piacente, Westerbeek et Winkelmann-Oei d'y participer en son nom.

30. La stratégie a été élaborée durant le premier semestre de 2009 et présentée au Bureau à sa réunion de Genève. Le Bureau a adopté la stratégie. Le Bureau de la Convention sur l'eau a également recommandé l'adoption de cette stratégie, et elle a donc été adoptée à la cinquième Réunion des Parties à la Convention sur l'eau (Genève, 10-12 novembre 2009).

31. Conformément à la stratégie du Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels et afin de recenser les besoins prioritaires des pays membres de la CEE dans le domaine de la lutte contre la pollution accidentelle des eaux, le Bureau a décidé d'organiser sous les auspices de la Convention un atelier sur la gestion commune des situations d'urgence transfrontières concernant des cours d'eau internationaux. L'atelier a eu lieu à Slubice (Pologne) du 8 au 10 septembre 2009. En conclusion de ses travaux, l'atelier a recommandé d'élaborer une méthodologie efficace de gestion des crises concernant des cours d'eau internationaux dans un contexte transfrontière.

32. Le Bureau a invité le Bureau de la Convention sur l'eau à examiner la recommandation formulée à l'atelier de Slubice et à décider conjointement des prochaines étapes de l'élaboration de la méthodologie recommandée, notamment en ce qui concernait la participation du Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels à cette activité.

33. Le Bureau de la Convention sur l'eau a toutefois décidé qu'il effectuerait une étude des besoins prioritaires des Parties à la Convention sur l'eau avant de prendre une décision. Les résultats de cette étude ont montré que la planification des situations d'urgence concernant les cours d'eau internationaux était un besoin prioritaire.

34. Au moment de l'établissement du présent rapport, il était prévu qu'avant la fin août 2010 les deux Bureaux examineraient et planifieraient des mesures complémentaires en vue d'inviter le Groupe spécial mixte d'experts de l'eau et des accidents industriels à travailler sur une méthodologie efficace de gestion des crises concernant des cours d'eau internationaux.

V. Protocole sur la responsabilité civile et l'indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels sur les eaux transfrontières

35. Le Bureau, en collaboration avec le Bureau de la Convention sur l'eau, a eu des contacts avec la Commission européenne (CE) au sujet de l'examen juridique de la compatibilité du Protocole sur la responsabilité civile et l'indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels sur les eaux transfrontières et de la législation communautaire correspondante. Les informations concernant l'examen juridique ont été reçues en juin 2009 et examinées lors de la réunion de Genève en tenant compte des observations du Bureau de la Convention sur l'eau.

36. Le Bureau a convenu avec le Bureau de la Convention sur l'eau que les renseignements fournis n'avaient pas fait clairement apparaître une incompatibilité entre le Protocole et la législation de l'UE. Néanmoins, il a décidé de ne pas donner suite à la proposition du Bureau de la Convention sur l'eau de poursuivre une communication officielle avec la Commission européenne. Suite à la recommandation faite par cette dernière, le Bureau a décidé d'envisager l'organisation d'activités sur le Protocole destinées aux pays membres de la CEE ne faisant pas partie de l'UE, à leur demande.

37. À la réunion de Bratislava, le Bureau a rappelé que la priorité dans le cadre du Protocole était d'aider, au moyen de projets d'assistance, les pays membres de la CEE ne faisant pas partie de l'UE à progresser sur la voie de la ratification du Protocole. Les projets à cet effet pourraient, à la demande, être combinés avec une analyse des différences dans l'application concrète du Protocole et de la législation communautaire.

38. Au moment de l'établissement du présent rapport, il était prévu que les deux Bureaux examineraient des mesures complémentaires concernant le Protocole, ainsi qu'un projet relatif au Protocole qui avait été demandé par la République de Moldova et l'Ukraine.

VI. Stratégie à long terme pour la Convention

39. À la cinquième réunion de la Conférence des Parties, le Bureau a été prié d'examiner le programme de travail à long terme au titre de la Convention. En conséquence, lors de sa réunion de Genève, le Bureau, appuyé par le Groupe de travail de l'application, a examiné le programme de travail à long terme existant et les modalités de son examen. Il a conclu qu'il était nécessaire d'élaborer un document stratégique de base s'appuyant sur les résultats obtenus et proposant des solutions aux difficultés qui pourraient être rencontrées au cours de la deuxième période de dix ans depuis son adoption. Le programme de travail à long terme n'a pas été considéré comme le document susceptible de servir cet objectif, surtout après l'adoption de l'approche stratégique du Programme d'aide.

40. Le Bureau a décidé de créer une équipe spéciale chargée de proposer quels devraient être la structure et le contenu d'une stratégie à long terme pour la Convention, dont la version définitive serait présentée à la sixième réunion de la Conférence des Parties. L'équipe spéciale était composée de MM. Dijkens, Gay, Hem et Cozzone.

41. Le Bureau a examiné une version préliminaire de la stratégie à long terme lors de sa réunion de Harstad, s'est félicité de ce document et a convenu qu'il devrait être soumis à la sixième réunion de la Conférence des Parties pour examen et adoption. Il a également convenu que le document devrait être distribué aux Parties pour consultation avant la sixième réunion de la Conférence des Parties.

42. Le Bureau a décidé qu'il établirait le plan de travail pour la période 2011-2012 en fonction des domaines stratégiques définis par la stratégie à long terme.

VII. Séminaire sur l'aménagement du territoire et la sécurité industrielle

43. Conformément à son mandat qui prévoit l'organisation d'activités visant à faciliter l'application de la Convention par les Parties, et comme suite à la recommandation du Groupe de travail de l'application, formulée dans le quatrième rapport sur l'application, visant à intensifier l'échange d'informations en matière de sécurité et d'aménagement du territoire, le Bureau a décidé lors de sa réunion de Genève d'organiser un séminaire sur ce sujet.

44. À sa demande, l'équipe spéciale de la stratégie à long terme a élaboré le programme du séminaire, avec l'objectif de faciliter le dialogue au niveau international visant à établir une meilleure compréhension entre les autorités chargées de la sécurité industrielle et de l'aménagement du territoire afin d'assurer la sécurité des quartiers voisins d'importantes installations industrielles dangereuses.

45. Il a été convenu que le séminaire se tiendrait parallèlement à la sixième réunion de la Conférence des Parties.

VIII. Financement

46. Le Bureau, en collaboration avec le Groupe de travail de l'application, a contribué activement à lever des fonds pour la mise en œuvre du plan de travail pour 2009-2010 tel qu'il a été adopté par la Conférence des Parties à sa cinquième réunion. En outre, lors de la réunion de Harstad, il a créé une équipe spéciale composée de MM. Dijkens, Gay, Winkelmann et Hem chargée d'élaborer une proposition de mécanisme de financement efficace au titre de la Convention au cours du deuxième semestre de 2010.

47. Le Bureau a pris connaissance des rapports du secrétariat sur l'utilisation des ressources financières, qui lui ont été présentés aux réunions de Genève, Bratislava et Harstad.

IX. Questions diverses

48. Le Bureau et le Groupe de travail de l'application ont décidé lors de la réunion de Genève de renforcer les actions visant à accroître la visibilité des résultats obtenus dans le cadre de la Convention. À cette fin, le site Web de la Convention a été restructuré et lancé à nouveau en décembre 2009. En outre, un document interne a été établi en vue de décrire les moyens de renforcer la promotion de la Convention et de la faire mieux connaître dans les secteurs public et privé. Ce document interne a été pris en considération lors de l'élaboration de la stratégie à long terme pour la Convention.

49. Le Bureau, conjointement avec le Bureau de la Convention sur l'eau, a accueilli avec satisfaction la proposition de l'Allemagne d'organiser en 2011 un séminaire sur le thème «Sandoz, vingt-cinq ans après» en vue d'examiner les progrès accomplis en matière de prévention de la pollution accidentelle des eaux durant la période écoulée depuis l'accident en 1986.
